MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

Ambassade de France au Pakistan
Service économique d'Islamabad

Rédacteur : Luc Boyer

Islamabad, le 6 octobre 2022

Pakistan : Veille économique du 06/10/2022

Le FMI rappelle plusieurs lignes rouges au gouvernement pakistanais.

Le rapatriement des bénéfices des IDE a chuté de 93% en juillet-aout 2022 par rapport à la même période de 2021.

Situation post-inondations : Point sur le « Flash appeal » post-inondations de l'ONU. L'OMS a lancé un appel pour que 115 MUSD de dépenses médicales d'urgence puissent être décidées afin de faire face aux besoins de médicaments et d'équipes de médecins d'urgence. La BAsD, principal partenaire du Programme Benazir (« BISP »), programme de soutien aux personnes privées de revenus du fait des inondations.

Création d'un groupe de travail autour du Premier ministre pour l'importation de matières premières en provenance de Russie.

***

Le FMI rappelle plusieurs lignes rouges au gouvernement pakistanais

Suite à plusieurs déclarations controversées du nouveau ministre des Finances, Ishaq Dard (demande adressée à la Banque centrale (SBP) d'enquêter sur les banques qui auraient bénéficié de manœuvres spéculatives sur la parité USD-PKR, déclaration sur une nécessaire baisse des prix de l'énergie afin de baisser les tensions inflationnistes), la cheffe de la mission résidente du FMI a rappelé que, dans le cadre de son programme de facilité élargie de crédit (EFF), le Pakistan s'était engagé à augmenter les revenus fiscaux du pays (notamment par des taxes sur l'énergie), à ne plus subventionner les prix de l'énergie et à préserver l'autonomie de la Banque centrale.

Le rapatriement des bénéfices des IDE a chuté de 93% en juillet-aout 2022, par rapport à la même période de 2021.

Les dernières données publiées par la Banque centrale (SBP) font état d'une nette contraction des bénéfices rapatriés issus des IDE qui s'établissaient à 28,2 MUSD en juillet-août (contre 396,4 MUSD au cours de la même période de 2021). Cette situation est essentiellement la conséquence des mesures restrictives mises en place par la SBP pour préserver les réserves de changes et qui visent à compliquer le transfert des devises vers l'étranger.

Les sorties par pays se sont élevées à 2,9 MUSD (en juillet-aout) vers le Royaume-Uni contre 94,8 MUSD pendant la même période de 2021 ; 8,5 MUSD vers les États-Unis contre 86,9 MUSD ; 1 MUSD vers les Pays-Bas contre 47,3 MUSD ; 0,1 MUSD vers la Suisse contre 41,4 MUSD en 2021 ; et 3,1 MUSD vers la Chine contre 37,5 MUSD en 2021. La SBP ne renseigne pas la contraction des bénéfices rapatriés vers la France qui constitue cependant un réel problème pour nos entreprises.

En parallèle, la baisse du rapatriement des dividendes issus des investissements boursiers étrangers est tombée sur la même période à 1,6 MUSD, contre 23,6 MUSD en 2021, certains experts considérant que cette situation reflèterait la mise en place d'une "super taxe" (appliquée aux sociétés sidérurgiques, sucrières, pétrolières et gazières, du secteur du gaz naturel et des engrais, des produits chimiques, du secteur textile, des banques, de l'automobile, des fabricants de boissons gazeuses et du tabac) par le gouvernement dans le cadre du plan du FMI.

Point sur le « Flash appeal » post-inondations de l'ONU.

L'ONU a révisé son appel d'aide humanitaire pour le Pakistan passant de 160 millions de dollars à 816 millions de dollars, alors que les maladies d'origine hydrique se multiplient après des semaines d'inondations. On rappelle que l'ONU avait appelé (« Flash appeal ») à 160 MUSD d'aide bilatérale immédiate d'urgence en septembre pour faire face aux inondations (selon le ministère des affaires étrangères pakistanais, 50% auraient été décaissées à cette heures, selon l'ONU 60%).

L'OMS a lancé un appel pour que 115 MUSD de dépenses médicales d'urgence puissent être décidées afin de faire face aux besoins de médicaments et d'équipes de médecins d'urgence.

Selon l'OMS, environ 10 % des établissements de santé du Pakistan ont été endommagés ou détruits par les inondations. Les stocks de médicaments essentiels et de fournitures médicales sont limités ou ont été emportés ; les routes et les ponts endommagés entravent l'accès aux services de santé qui sont dépêchés sur place. Le pays fait désormais face à des vagues de paludisme, de choléra et de dengue, à une augmentation des infections cutanées, et à de graves risques périnataux et gynécologiques (2 000 femmes accouchent chaque jour hors de toute assistance médicale).

A la fin août, l'OMS avait débloqué 10 MUSD de son fonds de réserve pour les urgences. A Genève, cette semaine, le directeur exécutif de l'OMS pour les urgences sanitaires a appelé à une campagne de dons d'un montant de 115 MUSD.

La BAsD, principal partenaire du Programme Benazir (« BISP ») de soutien aux populations privées de ressources du fait des inondations.

La BAsD a indiqué qu'elle soutenait les victimes des inondations au Pakistan à hauteur de 2,3 à 2,5 Mds USD, dont 500 MUSD au titre de la réaffectation de crédits déjà approuvés au cours des six derniers mois et 1,5 Md USD (programme Building Resilience with Active Counter Cyclical Expenditure Programme BRACE -) déjà annoncé le 12 septembre, qui sera soumis pour approbation au conseil d'administration de la BAD au cours de ce mois.

Ce dernier programme permet de financer les dédommagements mensuels familiaux liés à la « carte BISP » (Benazir income support programme) et le fond de sécurité alimentaire pakistanais. Selon le directeur de la BAsD au Pakistan, les 300 à 500 MUSD supplémentaires qui seront investis d'ici la fin de l'année pourraient correspondre à de l'aide budgétaire.

Création d'un groupe de travail autour du Premier ministre pour l'importation de matières premières en provenance de Russie.

Le Premier ministre a annoncé des sessions de travail à distance entre les gouverneurs des banques centrales des deux pays et l'envoi prochain d'une équipe d'experts pakistanais à Moscou pour relancer le projet d'achat d'hydrocarbures et/ou de blés, soit par le truchement de banques des deux pays, soit via un système de paiements synchronisés (hors Swift), soit par la mise en place d'un mécanisme de contre-achat entre les deux pays.